

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ETUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ETUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 73 – JUIN 2009

SOMMAIRE :

P.2

EDITORIAL

JEAN-LOUIS PIERREL, SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE GEOSTRATEGIES 2000

P.3

**HOMMAGE A YVES GUTMAN-LAJEUNESSE FRANCOIS XAVIER MARTIN,
SECRETAIRE GENERAL & TRESORIER DE GEOSTRATEGIES 2000**

P.3

QUEL PACTE ENTRE LA FRANCE ET SON ARMÉE ?

BRUNO TERTRAIS, MEMBRE DE LA COMMISSION DU LIVRE BLANC

P.7

**LA CRISE FINANCIERE APPELLE-T-ELLE UNE REFONDATION DES REGLES DU
CAPITALISME ?**

**MICHEL AGLIETTA, PROFESSEUR DE SCIENCES ÉCONOMIQUES A L'UNIVERSITÉ
DE PARIS X, CONSEILLER SCIENTIFIQUE AU CEPII**

P.12

**QUE PEUT-ON ATTENDRE DE LA POLITIQUE AMERICAINE SUITE A L'ELECTION DE
BARACK OBAMA ?**

JACQUES MISTRAL, DIRECTEUR DES ETUDES ÉCONOMIQUES A L'IFRI

P.15

LA SECURITE DES APPROVISIONNEMENTS GAZIERS DE L'EUROPE

CHRISTIAN STOFFAËS, PRÉSIDENT DU CEPII

P.19

LA CRISE FINANCIERE VA-T-ELLE MODIFIER LA HIERARCHIE DES PUISSANCES ?

DOMINIQUE DE VILLEPIN, ANCIEN PREMIER MINISTRE

Editorial

Jean-Louis Pierrel, Responsable Relations Universitaires – IBM France, Secrétaire Général adjoint – Géostratégies 2000

Enfin, les élections européennes sont passées, notre petit monde politico-médiatique va donc pouvoir retourner à ses occupations purement hexagonales. Constatons qu'il ne s'en était pas beaucoup écarté pendant cette campagne (sans débat ni véritables enjeux) et ces élections (sans beaucoup d'électeurs).

Pourquoi s'étonner, alors que je reviens de Bruxelles, où même le Berlaymont, siège de la Commission Européenne était vierge de toute signalétique (et de toute vie ?). Et pourtant, un ensemble de 500 millions de citoyens vient de renouveler sa principale institution démocratique : le Parlement Européen. Et cet ensemble, qui se construit entre fédération et simple zone de libre échange, a une responsabilité colossale, car les menaces, les enjeux, sont mondiaux et donc de moins en moins gérable à l'échelle nationale.

Les derniers intervenants de Géostratégies 2000 l'ont clairement illustré : les bouleversements qu'entraîne la crise nous ont été brossés par Dominique de Villepin, ses ressorts par Michel Aglietta et les enjeux énergétiques détaillés par Christian Stoffaës et Thierry Desmarest ; quant aux problématiques militaires, elles furent traitées par le Général Jean Cot et Bruno Tertrais, enfin l'espace, ultime frontière (?), par Yannick d'Escatha, pour ne citer que les plus récents. Or, tous nous ont élargi et approfondi notre horizon en dépassant notre cadre national, alors pourquoi nos compatriotes sont-ils aussi peu réceptifs ? En effet un sondage TNS-Sofres pour la fondation pour l'innovation politique indiquait qu'une majorité n'était "pas intéressée par le scrutin" (comme le taux d'abstention le confirme). Mais en lisant jusqu'au bout, l'on découvre que 67% des Français "pensent que l'union européenne constitue plutôt une chance dans la mondialisation". Réconfortant, surtout si l'on se donne la peine d'analyser les dernières publications d'Eurostat : même si l'Europe, notamment de l'est, souffre de la crise, elle constitue la première puissance économique devant les Etats-Unis, et surtout un remarquable pôle de relative stabilité et de solidarité. Nos concitoyens sont donc lucides, malgré un discours politique qui ne leur parle pas d'Europe et finalement assez peu du reste du Monde, espérons donc que l'abstention soit une forme d'acquiescement, d'autant que les lignes de fracture ne sont plus entre pro et anti-européen, mais sur des modalités et des vitesses d'implémentation de la construction communautaire. Après une (non) présidence tchèque, encourageons nos amis suédois !

"L'œuvre d'une minorité qui savait ce qu'elle voulait" selon le mot de Jean Monnet, doit matérialiser son acceptation par la plus grande majorité, en se fixant des buts et une nouvelle dynamique.

Géostratégies 2000 continuera d'alimenter et d'éclairer ceux qui désirent regarder plus large et plus loin, et se forger leurs propres convictions.

JLP

HOMMAGE A YVES GUTMAN-LAJEUNESSE

-

Décès d'Yves Gutman-Lajeunesse Administrateur de Géostratégies 2000, Président du Groupe « Défense et Géostratégies » de Sciences Po

J'ai fait la connaissance d'Yves Gutman-Lajeunesse au moment où Serge Rechter (décédé en 2006), président et fondateur en 1986 de Géostratégies 2000, m'a proposé de devenir Secrétaire Général et Trésorier de notre association.

Comme tout créateur d'entité, Serge Rechter voulait conduire son affaire de manière indépendante ; mais il souhaitait également obtenir la participation à ses activités de nombreux Sciences-Po.

C'est Yves Gutman-Lajeunesse, devenu président de Sciences-Po Défense qui a su gérer avec doigté cette situation délicate et c'est grâce à son action conjuguée à celles de quelques autres qu'une coopération efficace avec Géostratégies 2000 a pu être mise en place. Yves avait travaillé à l'Assemblée Nationale, qu'il avait quittée avec rang de Directeur. Il était passionné par les questions d'environnement et d'écologie ; il était devenu vice-président de la Société nationale pour la protection de la nature.

Il nous laissera le souvenir d'un homme tout à la fois discret et efficace dans la poursuite des buts qui lui tenaient à cœur.

François Xavier MARTIN
Secrétaire général et Trésorier de Géostratégies 2000

« QUEL PACTE ENTRE LA FRANCE ET SON ARMÉE ? » BRUNO TERTRAIS, MEMBRE DE LA COMMISSION DU LIVRE BLANC

Pour sa réunion de rentrée, le vendredi 19 septembre, autour d'un petit-déjeuner organisé dans les salons du Sénat, Géostratégies 2000 a convié Bruno Tertrais, membre de la Commission du Livre Blanc, pour parler des nouvelles grandes orientations de la Défense française. Maître de recherche à la Fondation pour la recherche scientifique (FRS), chercheur associé au CERI, Bruno Tertrais a évoqué la phase d'élaboration de ce Livre Blanc, ainsi que les préconisations retenues. Son message a été clair. En dépit de la restructuration de la carte militaire, de la réduction des effectifs, l'armée française est en mesure d'assurer ses missions de défense et de sécurité, Il a également insisté sur la nécessité d'une coopération européenne accrue.

Contrairement à la tradition anglo-saxonne, les Livres Blancs sont un exercice assez rare en France. Le dernier en date, publié en 1994, dressait un état du monde, à la sortie de la guerre froide. Il privilégiait, dans ses orientations, la thèse d'une seule puissance hégémonique. Or, nous vivons actuellement dans un monde multipolaire, où les conflits conventionnels se multiplient et déstabilisent nombre de régions. Face à ce contexte en pleine évolution, un nouveau Livre Blanc s'imposait. Les Armées planifiaient toujours leurs équipements selon « le modèle 2015 », défini en 1996, modèle qui était devenu impossible à appliquer pour des raisons budgétaires. Bruno Tertrais souligne au passage et non sans un brin de malice, qu'il s'agissait là d'un des rares points d'accord des deux candidats à l'élection présidentielle 2007.

UNE APPROCHE NOVATRICE

Pour la première fois, dans le Livre blanc, Défense et Sécurité Nationale ont été considérées, d'une manière indissociable. Le processus de conception a été très détaillé, la rédaction ouverte et les parlementaires consultés, ce dont se félicite Bruno Tertrais. Il y a eu un véritable travail de fond, précédé d'un audit. Les débats entre les 35 membres de la Commission ont débuté dès octobre 2007. Parmi les sujets les plus animés et les plus polémiques, Bruno Tertrais évoque la dissuasion nucléaire, le format des forces armées, sans oublier la question de la Russie, menace ou partenaire ... Autre originalité du Livre blanc, la très forte interactivité avec le Président de la République, mais aussi avec l'équipe chargée de la RGPP (Revue Générale des Politiques Publiques), au sujet notamment de la carte militaire et le ministère du Budget. Le Président Sarkozy a signifié son accord pour un maintien des efforts de défense situé aux alentours de 2% du PIB, se réjouit Bruno Tertrais, mais le mode de calcul n'est pas défini, « les négociations seront serrées », annonce-t-il, avant de nous rappeler les lignes directrices de ce Livre Blanc de 336 pages. Le paysage géopolitique réserve quelques bonnes nouvelles. Le nombre des démocraties a augmenté, celui des guerres a reculé et des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté. Toutefois, l'information capitale concerne la montée en puissance de l'Asie, tant sur le plan économique que sur le plan stratégique. « Nous devons lui consacrer une part significative de nos activités de renseignements » insiste Bruno Tertrais. A partir de ce tableau global, des hypothèses ont été étudiées, et des modèles de sécurité et de défense construits. Parmi eux, une priorité : concentrer l'appareil de sécurité et de défense de Dakar à Peschawar, là où se trouvent les intérêts vitaux de la France. Assurer la sécurité des ressortissants européens.

PRIORITE AU RENSEIGNEMENT ET A L'ANTICIPATION

Si les Livres Blancs de 1972 et 1992 avaient mis l'accent respectivement sur la dissuasion nucléaire et la projection des forces en dehors du territoire, celui de 2008 concentre ses efforts sur l'anticipation, le

renseignement, l'analyse et la prospective, souligne Bruno Tertrais. Un doublement du budget spatial du ministère de la Défense est prévu, cet investissement devenant désormais plus rentable. Pour ce qui est de la réduction des effectifs, elle touchera 54 000 personnes, civiles et militaires. Le ratio entre les forces de combat et de soutien n'était, en effet, plus satisfaisant. Ceci n'implique pas une diminution de la capacité de projection de l'Armée de Terre. Au contraire, elle se renforcera et devra être capable de rassembler et projeter 30 000 hommes en six mois, pouvant rester un an sur des théâtres d'opération. Les économies réalisées suite à ces 54 000 départs seront réinjectées dans la Défense et non dans le budget général de la France ; cela est un arbitrage remarquable, voulu par le Président Sarkozy, une exception par rapport au reste des Finances publiques, reconnaît Bruno Tertrais, qui se veut optimiste et espère une cohérence entre les engagements pris et les décisions réalisées. En revanche, pour l'Armée de l'Air et la Marine, certaines coupes sont envisagées. La première verra sa capacité de projection ramenée à 70 avions de combat, ce qui équivaut à 100 sorties par jour, tandis que pour la seconde la décision de disposer d'un deuxième porte-avion est reportée à 2011, si les Finances publiques s'améliorent ... De toute façon, les opérations ont de plus en plus une dimension internationale et la coopération européenne doit être privilégiée, remarque Bruno Tertrais. Un redéploiement s'impose aussi au niveau de la présence permanente de la France. Dans les DOM-COM, les gendarmes et les policiers vont se substituer progressivement aux soldats. En Afrique, les accords de défense bilatéraux doivent être remis à plat, car les situations ont radicalement changé. A terme, notre pays ne devrait garder que deux grandes bases, sur chaque façade maritime et une nouvelle est prévue à Abu Dhabi, dans les Emirats Arabes Unis. C'est un immense chantier qui est mis en oeuvre, note Bruno Tertrais, chantier qui entraînera des changements significatifs. Le Parlement sera plus impliqué et appelé à se prononcer sur les interventions extérieures. La Défense et la Sécurité intérieure iront désormais de pair, avec la création d'un Conseil de Défense et de Sécurité nationale. L'un de ses premiers objectifs sera d'améliorer la résilience, la capacité de la société à absorber les chocs, à l'exemple des Londoniens lors des attentats dans le métro en juillet 2005. L'Etat doit être prêt à faire face à des menaces biologiques et à des cyber menaces, à affronter et maîtriser une inévitable diversification des risques ...

Cet exposé très instructif s'est poursuivi par des échanges nombreux et passionnés, sous la houlette du Président de Géostratégies 2000, Raymond Douyère.

Général Max Berthier (2ème section) : Je vais me livrer à une critique globale du Livre Blanc, qui me paraît ambitieux et irréaliste. Selon moi, il aurait été préférable de revoir celui de 1959. Je n'y perçois aucune stratégie militaire. Par ailleurs, je tiens à préciser que le renseignement a toujours été une préoccupation majeure de notre Armée, et je reste sceptique quant à l'efficacité des drones.

L'ordonnance de 1959 doit être replacée dans son contexte, celui d'une menace d'invasion massive du Pacte de Varsovie. Or, ce n'est plus du tout d'actualité. Le Livre Blanc ne donne pas de stratégie militaire, c'est vrai, mais ce n'est pas sa mission. Des priorités y sont réaffirmées, comme la protection du territoire national et de la population, la protection du soldat. On ne peut maintenir le consensus de la Nation que si l'envoi de troupes se fait dans des conditions décentes. Quant aux drones, ce sont des moyens efficaces qui permettent de limiter des attaques surprise, comme l'embuscade contre nos soldats en Afghanistan.

Jean-Louis Pierrel (Responsable Relations Universitaires – IBM France) : « De Dakar à Peschawar » signifie-t-il la fin de l'Indochine et plus spécialement du Vietnam, comme zone d'intérêts français ?

La France n'y a plus d'intérêt stratégique majeur. En Polynésie, les essais nucléaires sont terminés. Notre présence doit évoluer.

Jacques Boyon (Ancien Ministre, Président de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques) : Le Livre Blanc est une réflexion sur l'importance et le contenu de l'effort de Défense. Aujourd'hui, les conflits sont de plus en plus diversifiés. Ne s'oriente-t-on pas vers un grignotage de la sphère militaire

par tout ce qui tourne autour de la sécurité ? Comment avez-vous tranché les divergences lors du travail de préparation ?

Il ne faut pas redouter les grignotages, puisque les budgets sont différents. De plus, la France doit rester une « nation cadre ». Si elle veut participer à des opérations multinationales, par exemple dans le cadre de l'Alliance Atlantique, il faut pouvoir peser au sein des coalitions. Cela explique aussi le nouveau format de l'Armée de Terre. Concernant la décision en suspens pour le second porte-avions, il ne faut pas craindre de se retrouver à la traîne, derrière la Grande Bretagne. Il y a une réelle interdépendance européenne, nos intérêts sont de plus en plus imbriqués. La France ne peut plus tout maîtriser, il faut parier sur des opérations aéro-maritimes dans un cadre multinational, même si cela peut paraître un choix contestable à certains. Pour les divergences au sein de la Commission, lorsqu'une forte majorité se dégageait, c'est ce choix qui était retenu. Sur les sujets sensibles, soumis à de profonds désaccords, c'est le Président de la République qui a tranché, mais ce fut très rare.

Colonel Jean-Luc Lefebvre (Chef du Groupe-ment Enseignement Général- Collège Interarmées de Défense) : Au sein des Armées, le débat interne était d'opposer d'une part, un maintien, voire une augmentation des effectifs pour pouvoir tenir dans la durée des opérations du type Afghanistan (position défendue par l'Armée de Terre) et, d'autre part, une rénovation des matériels de haute technologie (avions, bâtiments de la marine, satellites ... (position marine et air). Ce débat a-t-il eu lieu au sein de la Commission du Livre Blanc ?

Il y a un point d'équilibre à trouver entre les trois armées. Les opérations menées en Irak et en Afghanistan sont des exceptions. On fera très peu d'opérations de stabilisation de ce type. Les sociétés occidentales n'en ont ni la volonté, ni le courage. En Afghanistan, il faudrait 3 à 400 000 hommes, or cela est impossible. Pour compenser, on essaie de former l'armée afghane.

François Ndengwe (Chercheur – Telema) : « L'Asie sera le centre stratégique du monde dans quinze ans », dites-vous. Qu'est-ce que cela signifie ? Quelles implications stratégiques ? Quelle est la nature des accords militaires entre la France et les pays africains ? Y a-t-il un caractère secret ? Le Royaume-Uni a-t-il signé des accords semblables avec ses ex-colonies ?

Lorsque les Etats-Unis ne seront plus impliqués en Irak, l'Asie deviendra ce centre stratégique. Pour ce qui est de l'Afrique, il n'y a pas de raison de continuer à intervenir lorsque seule la sécurité personnelle des dirigeants est en danger. Le Royaume-Uni n'a pas conclu d'accords aussi formalisés avec ses anciennes colonies.

Malika Sorel-Sutter (Ecrivain) : Pourquoi ce Livre Blanc est-il si ouvert, accessible sur Internet ? Pourquoi serait-il celui d'un Président, alors que c'est celui de la France ? Les Présidents passent, la France doit rester... La Commission avait-elle anticipé la crise Russie/Georgie qui aboutit à un durcissement des relations Russie/Union Européenne ?

Pour ce qui est de la question de confidentialité, ce qui devait rester fermé, l'est resté. Il y a eu une ouverture uniquement au niveau du débat politico intellectuel. Dans le Livre Blanc, nous consacrons un chapitre à la Russie, intitulé «Retour d'une politique de puissance». La Russie n'est ni un ami, ni un allié, mais ce n'est pas non plus un adversaire. Il n'est plus d'actualité de songer à l'intégrer dans des structures militaires, mais ce n'est pas non plus le retour au Pacte de Vasovie. La Russie n'est pas une super-puissance militaire. Enfin, le Livre Blanc est le livre du Président de la République, il est personnalisé, c'est le livre d'un homme qui est le chef des Armées.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : Le Livre Blanc évoque-t-il le problème de l'industrie de l'armement dans son contexte communautaire ?

Des distinctions ont été faites entre ce qui est exclusivement du ressort des compétences nationales, comme la sécurité de l'information et le nucléaire, et ce qui est appelé à devenir de plus en plus européen.

Mme Des Robert : Le statut militaire de la gendarmerie a-t-il fait l'objet de discussions ? Il y a eu un consensus en faveur du maintien du statut actuel.

Marielle Vichot (Professeur Agrégée d'Histoire) : Le Livre Blanc acte la professionnalisation des armées. Mais où en est le service civique ?

Le « lien armée nation » est une expression trop souvent utilisée et qui ne me convient pas. L'Armée n'est pas un corps séparé. Le traitement des accidents, des morts de militaires, comme en Afghanistan récemment, a une répercussion très importante sur la façon dont la Nation perçoit son armée. Les médias ont un rôle fondamental dont ils doivent absolument en prendre conscience. Quant au service civique, il n'est pas obligatoire. Il faut trouver la manière de l'intégrer au concept « sécurité défense ».

***LA CRISE FINANCIERE APPELLE-T-ELLE UNE REFONDATION
DES REGLES DU CAPITALISME ?
MICHEL AGLIETTA, PROFESSEUR DE SCIENCES ÉCONOMIQUES
A L'UNIVERSITÉ DE PARIS X, CONSEILLER SCIENTIFIQUE AU
CEPII***

Le mardi 28 octobre, Géostratégies 2000 a reçu au Sénat, autour d'un petit-déjeuner, Michel Aglietta, professeur de sciences économiques à l'Université de Paris X, conseiller scientifique au CEPII. Cet expert, l'un des rares, si ce n'est le seul, à avoir attiré publiquement l'attention sur les « désordres dans le capitalisme mondial », a brossé un tableau complet et très détaillé de la situation. Rappelant tout d'abord les multiples facteurs, à la fois micro et macro-économiques, qui ont mené à une dérive excessive et fatale de l'endettement, il a ensuite réfléchi sur les réformes indispensables du système bancaire. Il a appelé de ses vœux une nouvelle gouvernance financière mondiale pour la planète, qui, selon lui, ne pourra s'appliquer sans un recours à des solutions régionales et à un retour aux changes flottants.

Nous sommes confrontés à une crise financière et économique mondiale qui est très grave et qui offre de nombreuses similitudes avec celle des années 30, prévient d'entrée de jeu Michel Aglietta. Les thèses keynésiennes sont plus que jamais d'actualité. Si nous voulons sauver notre économie de marché, nous devons réguler et discipliner le capitalisme. La crise a attaqué le système bancaire. Pour la résorber, il faudra un désendettement massif des bilans. Ce processus sera long et pénible, il durera au mieux entre trois et cinq ans, au pire dix ans, comme cela a été le cas au Japon, si tout cela est mal géré. Cette crise résulte d'interactions multiples qu'il convient d'analyser, souligne Michel Aglietta. Au niveau micro-économique, on a assisté à des dérives dans les comportements, des prises de risque excessives, une mauvaise gouvernance des institutions financières. A cela, il faut ajouter l'échec des ajustements du marché, dû à l'absence des transferts de risque de crédits. L'ingénierie financière, perçue au départ comme élément stabilisateur, s'est révélée facteur de contagion. Alan Greenspan, lui-

même, a fait son mea culpa. Il a reconnu que les autorités régulatrices se sont trompées en laissant faire les marchés, en occultant l'instabilité intrinsèque de la finance.

DÉRIVÉ DE L'ENDETTEMENT

Parallèlement, depuis 1990 et la chute de l'URSS, un postulat résumé dans le « Consensus de Washington » a pris une place prépondérante. L'Etat minimal s'est généralisé, tout comme les privatisations à outrance et l'ouverture sans limites des mouvements de capitaux. Tous les germes de la crise existaient, et la croissance déséquilibrée de ces dernières années a accéléré le déclenchement, explique-t-il. Le principe de la valeur actionnariale, a induit plusieurs problèmes. Il y a eu déconnexion de la rentabilité financière et du rendement économique du capital. La valeur du dividende par action est devenue un point crucial de la gouvernance de l'entreprise. Il lui fallait augmenter la valeur de ses actions, obtenir des rendements supérieurs à la rentabilité intrinsèque. Pour cela, elle devait accroître son levier d'endettement, par le biais de différents mécanismes, LBO, fusions, acquisitions, et aussi par un rachat massif d'actions. Certes, les sociétés payaient plus de dividendes, mais, en même temps, elles fragilisaient leurs structures financières. Le ratio « dettes sur fonds propres » a dérapé. Au niveau des salariés, il y a eu de plus en plus de décalage entre le salaire réel médian et les gains de productivité. Or, pour entretenir, en dépit de salaires stagnants, une hausse de la consommation et donc de la croissance, il n'y a pas eu d'autre solution que le recours à l'endettement, et à une baisse de l'épargne, affirme Michel Aglietta, qui donne deux exemples. En dix ans, le ratio « dette des ménages sur revenu disponible brut » a doublé dans les pays de l'OCDE, tout comme le ratio « dette des entreprises sur PIB ». La baisse tendancielle de la fiscalité sur les hauts revenus et la concurrence fiscale ruineuse au sein de l'Europe ont aggravé le phénomène. Ce sont ces forces profondes, dans le capitalisme occidental, qui ont mené, sur une longue période, à une dérive de l'endettement, insiste-t-il. La globalisation a également joué un rôle capital. Les pays émergents, notamment asiatiques, ont redéployé leur croissance vers l'exportation. Ils ont modifié leurs comportements, et de débiteurs sont devenus créanciers. Ils ont alors déversé leurs excès d'épargne sur les marchés financiers anglo-saxon, spécialement américain. Tout ceci a créé les conditions pour des coûts de crédit très faibles, et cette interaction mondiale a nourri et fait prospérer l'endettement. L'entrée de la Chine dans l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) doit aussi être prise en compte, relève Michel Aglietta. Un excès structurel de main d'œuvre est arrivé sur les marchés, la concurrence s'est transformée avec l'arrivée de centaines de millions de travailleurs à bas revenus et faible qualification. La fin du marché segmenté bouleverse le mécanisme de formation des prix. L'inflation laisse la place à la déflation pour ce qui est des biens industriels. Cela réduit la peur des risques et entraîne une baisse des taux d'intérêt, entre 1998 et 2007. Seule la flambée des prix des matières premières entretient l'illusion de l'inflation.

L'ILLUSION DE LA STABILITÉ DES PRIX

Les dysfonctionnements macro-économiques ne doivent pas être négligés pour autant. La Banque Centrale a justifié son indépendance en se référant à une doctrine basée exclusivement sur la stabilité des prix. Ce modèle repose sur un postulat monétariste : si une crise financière se déclenche, cela ne peut être qu'un événement exogène qu'il convient de traiter rapidement, avant qu'il ne dégénère. C'était la politique d'Alan Greenspan, ce qui explique qu'il ne se soit pas soucié de la dérive de l'endettement, ni de la constitution d'une bulle spéculative. Or, si l'on juge, au contraire, que la stabilité financière n'est pas contenue dans la stabilité des prix, alors la Banque Centrale doit s'y atteler de façon permanente, même en période euphorique, relève Michel Aglietta. Il faut agir et réguler, lorsque les prix des actifs s'emballent et sont financés par la dette. Toutefois, on ne peut mener deux objectifs avec un seul instrument, d'où la nécessité d'en forger un nouveau. Cette période d'indépendance des banques centrales, qui pourraient elles aussi avoir besoin d'être recapitalisées, n'était peut-être qu'une simple parenthèse dans l'histoire de la monnaie, note-t-il, avant de s'attaquer à un autre bastion, celui des banques d'investissement. Le métier des banques traditionnelles est de gérer le risque. Cela n'empêche pas toutes les crises, mais au moins, si les provisions en capital sont suffisantes, cela les pondère. Au contraire, les banques d'investissement distribuent du crédit sans évaluer le risque. Il n'y a aucune protection et une détérioration systématique de la qualité de

l'information. Les investisseurs institutionnels, chargés de titres issus de crédits immobiliers, ne disposaient d'aucun contre-pouvoir. Ceci amplifie la dérive de l'endettement. Puisque le risque n'est pas évalué, il n'est pas porté au bilan, ce qui permet de dégager du capital et d'en augmenter la valeur. Le phénomène de titrisation est un autre élément aggravant, qui induit une vulnérabilité énorme par rapport au problème du manque de liquidités. Les banques américaines ont eu à affronter la crise plus tôt, car elles dépendent exclusivement du marché monétaire de gros. Leur seule source de financement est donc l'emprunt d'où la pénurie de liquidités à court terme et l'inquiétude sur la solvabilité de la banque. En revanche, les banques européennes, qui sont des banques de détail, ont pu s'appuyer sur leurs dépôts. Il faut absolument dénoncer les excès de leviers que procurait la titrisation aux banques d'investissements, s'insurge Michel Aglietta. Cela a conduit à un cercle infernal et à une dépendance totale du marché des liquidités.

DES RÉPERCUSSIONS MONDIALES

Cette crise, inéluctablement, va se mondialiser, ajoute-t-il. Certes, les pays émergents ne sont pas impliqués directement dans les « subprimes », mais leur croissance est essentiellement tournée vers l'exportation. Or, l'Union européenne et les États-Unis, touchés de plein fouet par la récession, représentent 55% du commerce mondial. Cela aura des retombées automatiques sur l'ensemble de la planète. Le système bancaire des anciens pays de l'Est est également préoccupant, il est adossé au crédit de grandes banques européennes, allemandes, italiennes, françaises ... L'Ukraine, la Roumanie, la Bulgarie se sont endettées massivement, jusqu'à 25% de leur PIB et pourraient connaître le même sort que l'Islande. Au Pakistan et en Turquie, la probabilité de défaut est aussi jugée très élevée, tout comme en Argentine, où la Banque espagnole Santander est très engagée. Cela peut mettre en péril nombre d'établissements européens et engendrer une crise générale. Selon le FMI, la croissance sera divisée par deux en 2009 et se situera aux alentours de 1,9% (soit 0% pour les pays occidentaux et 6% pour les pays émergents).

UNE RESTRUCTURATION EN PROFONDEUR

Face à ces sombres perspectives, des réformes sont indispensables, en particulier une restructuration de la finance et une remise en cause des principes qui ont mené à cette dérive. Les banques doivent cesser de prêter à bas coût contre des rendements très élevés. La part du profit dans la finance, qui était de 10% en 1990, a grimpé à 40% en 2006, aux États-Unis. Ces chiffres illustrent bien à quel point les excès de l'endettement ont favorisé les intermédiaires financiers, s'insurge Michel Aglietta. C'était une sorte de rente prélevée sur l'économie. Il est urgent de prendre des mesures. Le coût du crédit doit être plus élevé, le pouvoir doit passer des banques aux grands investisseurs institutionnels, sous forme d'apport en capital. Ils devront viser un rendement de l'épargne qui soit compatible avec celui du capital et aller le chercher dans les pays émergents. Les déséquilibres devraient alors se réduire, le rendement en actions pourrait baisser, le coût du capital revenir à sa vraie valeur. Les banques centrales doivent changer de doctrine et assumer la stabilité financière en reprenant en main la supervision et la régulation de toutes les banques. Les banques centrales doivent aussi connaître les risques de contrepartie et créer un nouvel outil macro prudentiel, essentiel dans les périodes d'expansion du crédit. Cet outil pourrait agir sur le capital (faire des provisions dynamiques quand les indicateurs sont au vert) et sur les liquidités. La suppression des réserves obligatoires marginales a été une grave faute. On a cru, à tort, que les liquidités seraient assurées en permanence avec des marchés libres. Il faut aussi revenir à une nouvelle discipline, bannir toute dissymétrie dans les informations, exiger un « reporting » des « hedge funds », remettre à plat les méthodes des agences de notation, et notamment leur communication. Elles ont dégagé l'essentiel de leurs profits en notant les banques d'investissement, elles leur étaient donc intimement liées, sans aucun contre-pouvoir. Il faut être à nouveau capable d'évaluer le risque de manière contradictoire, face à celui qui crée ces produits. Un autre grand chantier, doit être lancé celui de l'élaboration de nouvelles règles dans la gouvernance interne, concernant notamment l'attribution des bonus à court terme et des stocks options. Face à une croissance occidentale ralentie, la dette publique devra se substituer à la dette privée. Le déficit américain prévu pour 2009 devrait avoisiner les 8% du PIB, voire peut-être plus avec les plans de sauvetage des banques et de relance. Mais, les grands acteurs politiques n'ont pas le choix, prévient

Michel Aglietta. Ils doivent absolument privilégier un désendettement massif du système financier. Cette récession n'est pas comme les autres, car elle se nourrit d'elle-même. La baisse de la consommation entraîne une hausse du chômage, une réduction des bénéfices des entreprises et pourrait créer de nouvelles créances insolvables dans les bilans bancaires. Un risque d'effet de second tour est à craindre. Pour l'éviter, nous devons soutenir la demande globale. Pour y parvenir, on ne peut plus compter sur les banques qui n'ont plus les moyens d'être le canal de transmission entre politique monétaire et économique. Il faut baisser les taux, mener une politique monétaire expansive, pour ne pas reproduire l'exemple japonais et compter sur une augmentation des dépenses publiques. En Europe, il faudra revoir les règles de la zone euro, passer d'un Pacte de stabilité budgétaire, basé sur de fortes contraintes, à un pacte de coopération budgétaire. Mais cela, insinue Michel Aglietta, signifie la naissance d'un gouvernement économique européen. Il faudrait pouvoir déterminer quelle serait la contribution budgétaire de chaque pays et décider avec la Banque Centrale d'une politique budgétaire agrégée. Les règles devront être modifiées, mais pas les traités. Sans capacité ni volonté politique, l'Europe ne pourra venir à bout de cette situation économique très dangereuse.

PÔLES REGIONAUX ET CHANGES FLOTTANTS

Au niveau mondial, l'heure est aux solutions régionales et à un retour aux changes flottants. Face à un système financier américain affaibli, les pays émergents vont revoir leur stratégie. Ils n'auront plus besoin de liens aussi étroits avec le dollar et vont investir leur excès d'épargne chez eux. Leur politique économique sera réorientée vers des objectifs domestiques. Ce sont les changes flottants qui pourront apporter une réponse à cette relance interne. Car, il est impossible de faire cohabiter changes fixes, liberté des capitaux et autonomie des politiques économiques. Si toute gouvernance multilatérale s'avère impossible, les tensions économiques et politiques pèseront sur les changes et provoqueront des conflits entre monnaies. Déjà, depuis le début de la crise, un club de Banques centrales s'est constitué. Il faudrait l'élargir à la Chine et aux pays émergents. Il deviendrait ainsi un prêteur international en dernier ressort. Les systèmes institutionnels et les mentalités semblent prêts à entériner ces bouleversements. Mais, qu'en est-il du politique ? Doit-on redonner une nouvelle mission au FMI ? Parler d'un nouveau « Bretton Woods » est tout à fait irréal. Cette conférence était le fruit de deux ans de préparation, à un niveau d'expertise très élevé. Et, il y avait en même temps une impulsion politique. Toutefois, la métaphore est intéressante, car c'est bel et bien la logique d'ensemble du système financier et monétaire mondial qu'il faut remettre à plat, conclut Michel Aglietta.

Suite à cet exposé long et passionnant, le débat animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a donné lieu à des échanges enrichissants.

Raymond Douyère : Comment organiser les changes flottants ? Doit-on trouver une référence au niveau mondial ? Par zone plutôt que par pays ?

La tendance actuelle va vers des accords régionaux, notamment en Asie, qui se trouve dans une situation à peu près identique à celle de l'Europe dans les années 70. Cette dernière dépendait du dollar, qui est devenu très instable (1973). Des règles ont alors été introduites pour établir une cohérence entre les monnaies européennes et le dollar, car les forces d'éclatement et de rapprochement entre monnaies devenaient trop dangereuses. La poursuite du développement de l'Asie dépend de l'expansion du commerce intra asiatique. Elle va se faire autour d'un pôle chinois, avec le Japon, la Corée et même l'Australie. Il faudra également développer un marché obligataire, mettre en place une monnaie de libellé de référence pour la dette, comme cela a eu lieu en Europe avec l'écu. Ces éléments régionaux de régulation sont très encourageants. Cela pourrait également se produire en Amérique Latine.

Jean-Louis Pierrel (Responsable des relations universitaires IBM France – Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : Est-il réaliste d'imaginer une régulation mondiale ? Sinon, n'y a-t-il pas risque de repli ?

Il y a nécessité de se concerter régulièrement au niveau de la politique économique et monétaire. Mais, le G7 n'est plus la structure adaptée. Il faut également un représentant politique de l'Europe. Car, actuellement, nous avons une monnaie sans souveraineté, et au FMI, par exemple, des pays souverains sans monnaie. Il faut une avancée dans la zone euro sur le plan de la responsabilité monétaire externe. Le risque d'un repli, comme dans les années 30, peut-être écarté. A cette époque, l'échec de la Conférence de Londres de 1933, le refus des Etats-Unis de participer à des accords multilatéraux sur le plan monétaire, ont entraîné une décomposition des relations internationales et le retour du protectionnisme. Ce spectre est actuellement écarté grâce aux mesures prises par les Banques Centrales et les gouvernements, notamment la réinjection de liquidités. La mondialisation se maintiendra, trop d'intérêts sont en jeu. En revanche, c'est aussi la fin de l'hégémonie occidentale, il faut jouer la carte du multilatéralisme, espérer que la nouvelle administration américaine va accentuer cette politique.

Pierre Zemor (Conseiller d'Etat – Président de Communication Publique) : Comment peut-on circonscrire et contrôler les jeux financiers spéculatifs ?

La spéculation se nourrit du levier de crédit qui vient des banques d'affaires. Elle joue avec l'argent des autres, celui des fonds de pension, des compagnies d'assurance. Tout le monde doit désormais être sous le contrôle de la Banque Centrale. On doit également accroître les exigences en capital, ainsi le coussin de sécurité sera plus fort. Avec ces mesures, la spéculation sera plus chère et limitée quant à son montant. Il faut mettre les « hedge funds » sous la loi commune, les obliger au « reporting », à informer leurs investisseurs sur leurs stratégies et leurs positions. Il faut un contrôle du risque. La relation de délégation doit être modifiée. On reviendra ainsi à un bon fonctionnement du marché.

Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission Affaires Etrangères, Défense et Forces Armées du Sénat) : Quel est votre avis concernant les plans Paulson et Gordon Brown ? Sont-ils susceptibles de rétablir le calme ?

Ces plans reflètent deux visions différentes. Les Américains ont voulu éviter la nationalisation pour des raisons doctrinales. L'administration américaine, très favorable à l'ultra libéralisme, a racheté des créances dans le but de reconstituer un marché. Elle va annoncer un premier prix et voir si les investisseurs seront ou non attirés par ces créances. Elle fait le pari sur les prix, pour faire une plus-value. Mais, pour le moment, le marché reste figé. En Suède, il y a quelques années, le scénario a été différent. L'Etat a adopté le principe de la « bad bank ». Il a créé un holding public qui coupe la banque en deux. D'un côté, les mauvaises créances placées dans une structure d'Etat, qui émet des obligations d'Etat sur une longue durée. De l'autre, les activités saines de la banque, qui sont détachées, nationalisées et revendues très vite. Ce plan a été un succès en Suède, mais il nécessitait une structure économique très dynamique, une très forte dévaluation. De plus, cette crise était relativement simple à traiter, elle portait sur une certaine catégorie de titres, cela n'avait rien à voir avec l'actuelle alchimie de titrisation. En Europe, priorité a été donnée à la recapitalisation. Le plan britannique, de Gordon Brown, est le plus cohérent. L'Etat injecte du capital, et impose aux banques de se débrouiller avec leurs créances douteuses. Cette prise de participation peut d'ailleurs se transformer en nationalisation, comme pour la Royal Bank of Scotland, où l'Etat détient 58% du capital. L'Etat dominant impose une remise en ordre, il a des actions préférentielles et doit donc obtenir un rendement obligataire régulier. Il y a également des clauses sur le futur. L'Etat exige un niveau de capitalisation plus élevé qu'avant la crise. Il établit la nouvelle gouvernance des banques, au niveau des « stock-options », un nouveau mécanisme de régulation. Selon moi, le plan britannique est le meilleur, car il relie l'action immédiate et les changements nécessaires. Les Américains auraient pu choisir d'autres options. Ils auraient pu avoir une action directe sur les ménages. Créer un grand holding qui rachète les biens immobiliers, fait du logement social. Cela aurait eu le mérite de donner un prix plancher à l'immobilier et de freiner le processus infernal des ménages saisis, et de la baisse des prix. Ils auraient aussi pu donner pouvoir au juge des faillites et l'autoriser à baisser le montant de la dette des ménages pour le mettre au niveau de celui de la valeur des actifs. Mais, les banques ont

immédiatement fait valoir leur hostilité à un tel projet, car l'ampleur de leurs pertes aurait été entièrement mise à nu. Il y a toute une panoplie de solutions possibles, mais il faut tenir compte des pouvoirs et des contre-pouvoirs.

Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat) : Pourquoi les économistes lucides n'ont rien anticipé, ou au moins, n'ont pas été entendus ?

Le lien entre la réflexion économique et les mécanismes des décisions politiques est très complexe. Les économistes ne sont pas des éminences grises. Nous étions en période d'euphorie, de profits exceptionnels. Cela donnait une auto validation aux marchés. Les économistes ne sont donc pas écoutés, et en plus, il existe des conflits de doctrine entre eux. Il y a la théorie dite libérale, qui est celle des anticipations rationnelles et qui domine depuis la décennie 80. Face à elle, la théorie comportementale, qui, en se basant sur l'expérience, démontre que les êtres humains n'agissent pas conformément aux anticipations. Elle n'a pu toutefois s'imposer.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : Ne convient-il pas de réformer aussi les normes comptables, qui me paraissent avoir joué un rôle important dans la crise (mark to market, opérations de titrisation hors bilan...) ?

On peut distinguer deux visions différentes de la valeur. Il y a celle de Wall Street, qui s'intéresse à la masse des actifs dans le monde et veut maximiser le rendement agrégé du portefeuille (corrigé du risque). Et, face à elle, celle des entreprises, qui, elles, ont un capital productif. Ce qui compte, pour elles, c'est la « fair value », la vraie valeur d'une machine, le coût auquel on peut la renouveler. Il faut combiner les facteurs de production et la valorisation dans le temps. On ne peut avoir une vision uniforme de la valeur. Les investisseurs doivent prendre en compte ces différents points de vue. Il y a pluralité, donc différences de jugement, incertitude. Il faut intégrer cette ambivalence de manière consciente et dans la gouvernance, car les marchés sont soumis à des dysfonctionnements, ou même n'existent plus.

***QUE PEUT-ON ATTENDRE DE LA POLITIQUE AMERICAINE
SUITE A L'ELECTION DE BARACK OBAMA ?
JACQUES MISTRAL, DIRECTEUR DES ETUDES ÉCONOMIQUES A
L'IFRI***

Le mardi 16 décembre, Géostratégies 2000 a accueilli Jacques Mistral, Directeur des Etudes Economiques de l'IFRI, dans les salons de la Maison des Arts et Métiers, autour d'un petit-déjeuner, pour décrypter les tenants et les aboutissants de « La troisième révolution américaine », après celles de Roosevelt et Reagan. Jacques Mistral, qui a vécu ces six dernières années aux Etats-Unis, au cours desquelles il a occupé les postes de conseiller financier à Washington et d'enseignant à Harvard ; il a pu exercer son sens critique sur les sphères financière, économique

et sociale et il est donc particulièrement qualifié pour nous livrer ses impressions sur la nouvelle ère Obama. Considérant, à l'instar de toute l'Amérique, Obama comme un président providentiel pour rétablir la confiance, il analyse les défis gigantesques qui l'attendent et esquisse pour nous les grandes lignes de la future politique américaine.

J'éprouve une profonde affection pour les Etats-Unis. C'est un pays qui positive, qui dispose d'un énorme réservoir d'énergie et dont l'état d'esprit est tourné vers l'avenir. Le contraste avec la France et son pessimisme généralisé est frappant, lance Jacques Mistral, sans détour et un brin provocateur. Le moment que cet État s'apprête à vivre est historique. L'élection de Barak Obama n'est pas une simple alternance, elle est lourde de sens et amorce un réalignement critique. Ce concept réapparaît tous les 25-30 ans, donne un nouvel équilibre des forces politiques, une nouvelle vision et se concrétise dans une alliance électorale. Cela a donné la Révolution Démocrate (New Deal, droits civiques), puis Républicaine, amorcée avec Nixon. Avec la crise, le pays est en proie à un profond désarroi : « America is terrified, France is just shaken » Les perspectives économiques sont très sombres. La question des retraites et du coût de l'éducation arrive en tête des préoccupations. La période est propice aux réformes, mais pour aller dans quelle direction ?

UNE ÉVOLUTION IDEOLOGIQUE

Les Américains semblent accorder une confiance totale à Barack Obama. Ils ont pris conscience de la stature du personnage avec une rapidité déconcertante, les critiques se sont volatilisées, souligne Jacques Mistral qui reconnaît que l'extraordinaire qualité de la campagne a beaucoup compté. La remarquable organisation, la loyauté au sein de l'équipe interne ont impressionné. Lors des débats télévisés, les Américains ont réalisé qu'Obama était « naturellement » porté vers le Bureau Oval, un sentiment d'inéluctabilité s'est imposé. Le candidat Obama a su décrire une vision de l'Amérique et du monde qui a séduit ses concitoyens. Ceux-ci souffraient de vivre dans un pays divisé et ne voulaient plus de ces « culture wars », alimentées par les élus et l'administration et contraires à leurs idéaux. Son talent a été de reconstruire une Amérique unie, d'apporter un début de solution aux inégalités qui ont explosé sous la présidence de G.W.Bush, et à l'insécurité. L'« American Dream » s'est progressivement fragilisé depuis les années Reagan. Le sentiment qu'à force de travail, l'accès à la classe moyenne au bien-être matériel et à l'épanouissement familial, était possible, était ébranlé. L'accès à l'éducation était de plus en plus difficile, les retraites et le système de santé mis en péril, et le travail souvent précaire. La société ne fonctionnait plus comme elle le devait. Le thème qu'il a lancé, à la Kennedy, de « New Frontier » tombe à point, mais il serait utopique d'attendre du nouveau gouvernement qu'il reconstruise à lui seul le tissu social. Le contexte est trop difficile. La crise des « subprimes », suivie de la faillite de banques d'investissement et du système financier dans son ensemble, ont des répercussions sur l'économie réelle. La croissance américaine a toujours été tirée par la consommation, qui repose sur l'épargne et l'endettement des ménages. Mais, cela fonctionne uniquement lorsque le prix des actifs (notamment de l'immobilier) augmente. Or, actuellement, c'est l'inverse qui se produit.

UNE RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE

Obama va lancer un programme de grande ampleur, mais comment réussir à l'articuler correctement, vu la complexité des choix auxquels est confronté le pays, s'interroge Jacques Mistral, qui ajoute que, de toute façon, c'est le Congrès qui tire les manettes et décide en dernier ressort. De plus, la réticence à utiliser l'argent du contribuable pour aider les secteurs en péril (comme celui de l'automobile) reste forte. Obama entend également miser sur une Amérique Verte en investissant des milliards dans les énergies renouvelables et le développement durable. Cela est une véritable révolution, lorsque l'on se rappelle le mépris affiché des Républicains pour toutes les questions environnementales et climatiques, qui s'est concrétisé par la destruction écologique des Appalaches, prix à payer pour poursuivre la production du charbon. Cependant, face à des critiques de plus en plus vives, émanant notamment du Gouverneur républicain de Californie, Arnold Schwarzenegger, les mentalités commencent à changer. Le film d'Al Gore a également eu un important retentissement et désormais de

nombreux industriels demandent au Congrès une législation claire en matière d'environnement. Le pays est prêt à se convertir au « capitalisme vert », note Jacques Mistral, assez inquiet, par ailleurs, de la future évolution économique américaine. Sur le plan commercial, les tendances protectionnistes peuvent, à juste titre, effrayer. Il y a un danger réel, alimenté par un fort sentiment populiste. Chacun est convaincu que le travailleur américain est le plus compétitif au monde. Si tel n'est pas le cas, ce sont les conditions de concurrence incorrectes qui sont responsables du désordre. C'est un état d'esprit qu'il faut prendre au sérieux, même si, pour l'heure, ni l'administration Obama, ni le Congrès ne semblent tentés par ces thèses, constate Jacques Mistral. Sur le plan financier, le déficit extérieur monumental pèse comme une épée de Damoclès sur le nouveau gouvernement. Comment réussir à placer 2000 milliards de dollars (700 milliards de déficit de la balance des paiements, 700 milliards du plan Paulson et 600 milliards pour les mesures annoncées par Obama), lorsque le dollar est à un niveau très bas et que la crise mondiale s'étend ? Pour la première fois, un gouvernement va devoir prendre des mesures budgétaires, économiques et politiques, en fonction de ce que pensent les investisseurs étrangers des pays extérieurs, lesquels sont les maillons indispensables pour empêcher la faillite de l'Etat américain. Enfin, pour ce qui est de la politique étrangère, l'Europe doit garder la tête froide, avertit Jacques Mistral. Il y aura plus de chaleur dans les relations transatlantiques, mais sur des sujets comme l'Iran, l'Afghanistan, l'Irak, le dialogue sera franc et souvent difficile. Au niveau international, on assistera à un nouveau style, plus tourné vers le multilatéralisme. Il faudra à la fois protéger les intérêts purement américains et exercer un leadership renouvelé. L'Amérique va nous surprendre, conclut-il, elle va réagir avec beaucoup de rapidité et d'énergie.

Suite à cet exposé riche et clair, le débat, animé par Raymond Douyère, a donné lieu à des échanges de haute qualité et d'une grande vivacité.

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) : Va-t-on vers une multipolarisation du monde ? Quelles sont les principales erreurs d'appréciation des Français sur l'Amérique d'aujourd'hui ?

La nouvelle administration semble plus ouverte à cette idée, mais les Américains, dans leur ensemble, n'y adhèrent pas. Ils y voient une menace, un signe d'hostilité. De plus, autour de quels pôles le monde s'organiserait-il ? La Chine se satisfait de ses relations économiques et financières stables avec les Etats-Unis, mais semble réticente à toute évolution. La Russie n'est pas en situation de s'affirmer sur le plan politique et financier. L'Union européenne ne parvient pas à parler d'une seule voix. Le G20 amorcera peut-être un type de coopération internationale plus large, mais pour le moment, reste muet sur les déséquilibres des balances des paiements. La vision du monde multipolaire, que l'on soutient en France, est en fait très trompeuse.

Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, Défense et Forces Armées du Sénat) : S'achemine-t-on vers une réforme du capitalisme, un nouveau Bretton Woods ou va-t-on tourner les pages, comme si de rien n'était ?

Bretton Woods portait sur l'organisation des taux de change, des relations monétaires, sujets qui ont été absents du G20. De mauvaises fées s'étaient penchées sur ce nouveau sommet, car il était une initiative de Georges Bush, considéré désormais comme un Président dont on n'a plus rien à attendre. Toutefois, ce ne fut pas non plus un feu de paille. L'agenda du G20 est celui des Ministres des Finances. Il y a un calendrier et des objectifs à respecter. L'aspect positif tient dans le fait qu'il se soit ouvert à de nouveaux membres. Cela crée une dynamique bienvenue dans le contexte de crise financière.

Jean-Louis Pierrel (Responsable des Relations Universitaires IBM France) : Quels types de relations peut-on attendre entre l'administration Obama et le « big business » ?

Les relations traditionnelles entre l'administration américaine et les milieux d'affaires ont toujours été très étroites et elles ne seront pas remises en cause par Obama. Il va remercier pour services rendus pendant la campagne. L'argent a joué un rôle primordial, le candidat démocrate disposait d'un important trésor de guerre et il a pu inonder les territoires de son adversaire. Ce sera la politique « as

usual ».

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000.) : Les Français perçoivent Obama comme un Démocrate de gauche. Est-ce la réalité ?

Non, ce n'est pas une victoire de l'aile gauche. Toutefois, les syndicats, qui représentent une force sociale puissante, ont joué un rôle significatif pendant la campagne, avec beaucoup de porte à porte. Ils attendent des gestes, par exemple, l'autorisation de créer une section syndicale dans toute entreprise. Or, la Cour Suprême y est hostile et l'Amérique divisée. Néanmoins, des personnalités favorables à cette mesure ont été nommées dans l'équipe d'Obama. Cela est peut-être un signe mais la vigilance s'impose. Clinton, au début de son mandat, avait un programme assez à gauche, il voulait faciliter l'accès des homosexuels dans l'armée. Ce fut une levée de boucliers, et deux ans plus tard, la victoire Républicaine au Congrès a réduit sa marge de manœuvre. B. Obama sait qu'il doit d'abord rétablir la confiance dans l'administration, fortement mise à mal après l'ouragan Katrina. Son inefficacité et son impuissance étaient apparues au grand jour. Il n'y aura pas de mesures gouvernementales fortes et unilatérales, les décisions seront progressives.

François-Xavier Martin (Président de Crédit X Mines. Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000) : Pourrait-on assister à des faillites futures de sociétés américaines, en raison du système de retraites (les plus grandes sociétés compensant éventuellement le niveau insuffisant des fonds d'investissement) ?

Tout d'abord, il faut préciser que l'Américain moyen ne veut pas de sécurité sociale universelle. 45 millions de personnes vivent sans couverture santé, mais elles refusent de changer cet état de fait. Toutefois, les mentalités évoluent, les attentes concernant les questions sociales reviennent sur le devant de la scène. Pour le moment, il n'y a pas de quoi financer de nouvelles mesures sociales. Il faudrait peut-être revenir au niveau de fiscalité qui a accompagné la période de croissance, sous Clinton. Il est certain que le système des retraites privées n'est pas assez provisionné. Au départ, la situation financière de nombreux fonds de pension paraissait saine et les cotisations supplémentaires des entreprises inutiles. Mais le système de comptabilité donnait une vision trompeuse, et non prudentielle, de l'état de ces fonds. La situation est la plus alarmante, dans le secteur automobile car chaque entreprise possède son système garanti par la bonne santé financière de l'a société. Quand tous les voyants sont au vert, c'est parfait, mais quand ils virent au rouge, tout s'effondre : l'emploi, le revenu et la protection sociale sont les secteurs les plus éprouvés. La mutualité repose sur un socle trop étroit. Au niveau idéologique, un pas important a été franchi en faveur d'une refonte du système de santé. Mais tout ceci est lié à des défis financiers très difficiles à surmonter.

Jean-Louis Vichot : Quel est le poids de la guerre contre le terrorisme ? Quel impact sur le redressement économique américain ?

Au départ, les dépenses militaires étaient supportables financièrement. Mais, la politique de baisse des impôts et le plan d'assurance-maladie seniors, ont coûté très cher. Et au fil des ans, la guerre est devenue un cancer financier, entraînant les Etats-Unis dans le gouffre, comme pour le Vietnam. Cela aura-t-il une incidence sur le régime des changes ? Le déficit extérieur américain peut-il se perpétuer, ce système est-il rationnel comme l'affirment certaines thèses ? Si le dollar confirme sa tendance au repli, ce qui est fort probable, vu la diminution des pressions inflationnistes, cela entraînera-t-il une dynamique de croissance ? Un dollar bas, dans un monde ouvert, peut-être une solution pour réindustrialiser le pays et attaquer le déficit de la balance des paiements. Mais, c'est une simple hypothèse, il peut au contraire se créer une défiance généralisée et absolue face au dollar, et nous entrons alors dans des terres inexplorées...

Régis Paraque (Inspecteur Général des Finances - Conseiller Technique du Président du Conseil Economique et Social) : Quid des conséquences de la nouvelle donne américaine pour l'Europe ?

L'Europe a été reléguée au second rang des priorités. Le climat devient plus chaleureux, mais restera

néanmoins difficile. Les voies des deux continents ne se rapprocheront pas de manière significative. La conduite des politiques restera divergente. L'Europe doit à tout prix renforcer son unité d'action et compter davantage sur ses propres ressorts.

LA SECURITE DES APPROVISIONNEMENTS GAZIERS DE L'EUROPE CHRISTIAN STOFFAËS, PRÉSIDENT DU CEPII

Le vendredi 30 janvier, Géostratégies 2000 a reçu dans les salons du Sénat, autour d'un petit-déjeuner, Christian Stoffaës, Président du Conseil du CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales), et qui vient de remettre au Premier Ministre, François Fillon, un rapport sur l'approvisionnement énergétique de la France. Très bien placé pour nous éclairer sur ce dossier sensible, Christian Stoffaës a brossé un tableau complet de la situation. Préoccupé par la très forte dépendance de l'Europe à l'égard du gaz russe, il a insisté sur la nécessité d'établir un partenariat stratégique entre ces deux pôles. Favorable à une diversification des voies d'acheminement et des fournisseurs, il a aussi insisté sur l'urgence d'une politique énergétique européenne cohérente.

Le gaz constitue un sujet de division en Europe, mais aussi une faiblesse majeure. La menace de couper le robinet de gaz est présente dans les esprits, c'est un peu comme « la bombe atomique », un déclenchement reste toujours possible, lance, un brin ironique, Christian Stoffaës. D'ailleurs, les crises récentes sont là pour étayer ses propos. En 2006, la Russie et l'Ukraine s'en sont servi comme d'une arme et se sont livrés un chantage réciproque. La première voulait ramener la seconde dans le droit chemin, tandis que le gouvernement de Kiev espérait diviser les populations. Tout récemment, début 2009, la circulation du gaz russe vers l'Europe a été bloquée suite à un contentieux sur les prix entre la Russie et l'Ukraine, chacun des deux pays espérant que l'Europe ferait pression sur l'autre pour qu'il assouplisse sa position, l'Union Européenne a beaucoup de mal à adopter une stratégie efficace, car elle est très divisée, explique Christian Stoffaës : l'Europe Orientale (République tchèque, Bulgarie, Roumanie...), qui dépend à 100% du gaz russe, est épouvantée à l'idée d'une renaissance de la puissance russe, ce qui provoque souvent des réactions hystériques, très hostiles, à l'égard de ce fournisseur ; l'Europe du Sud est alimentée par l'Algérie, tandis que l'Europe du Nord bénéficie des gisements de la Mer du Nord. Les compagnies gazières, pour leur part, privilégient leurs propres intérêts, et non ceux de l'Union européenne. Le régime est libéral, dérégulé, et les sociétés sont privatisées : GDF (avec Suez) est sous contrôle franco-belge. Le projet de gazoduc Nabuco, qui relierait sur 3000 kilomètres l'Asie Centrale à l'Autriche, et réduirait la trop forte dépendance à l'égard de la Russie et du transit par l'Ukraine, est toujours en suspens. Il y a une distorsion croissante entre le discours européen et les décisions des investisseurs, ce qui entraîne une perte de crédibilité, déplore Christian Stoffaës.

UNE RESSOURCE STRATÉGIQUE ET EN PLEIN ESSOR

Et pourtant, remarque-t-il, la part du gaz dans le bilan énergétique mondial est désormais de 25%. Cette ressource naturelle, qui connaît une véritable expansion depuis cinquante ans, prend le relais du charbon et du pétrole qui déclinent. Sa croissance devrait se poursuivre au rythme de 5% par an. Elle devient très précieuse, alors que, pendant des décennies, elle a été considérée comme un produit sans valeur. Dans l'économie planifiée de l'URSS, le gaz ne coûtait rien. La Russie de Poutine, qui a développé les technologies dans ce domaine, utilise encore 70% de son gaz pour ses propres besoins, avec des prix domestiques très bas, mais en exporte 30%. C'est d'ailleurs la principale source de

revenus à l'exportation, et une arme économique stratégique majeure, note Christian Stoffaës qui souligne que cette percée du gaz est liée, en partie, à son utilisation dans les centrales thermiques, pour produire de l'électricité. Le lobby des compagnies pétrolières a joué un rôle capital dans cette évolution. Certes, le gaz permet de substantiels gains de productivité, mais c'est aussi une diversification très intéressante pour le secteur, face à la baisse de la production du pétrole. Une autre spécificité du gaz est l'extrême concentration des réserves et des producteurs. Un quart des ressources se trouve en Russie, un autre quart en Iran et au Qatar, soit la moitié des réserves mondiales dans des pays très sensibles sur le plan géopolitique. Le transport pose problème, car il est très onéreux. Il requiert des infrastructures fixes et lourdes (les gazoducs), ce qui entraîne des contrats à long terme et une très forte dépendance entre fournisseurs et pays consommateurs. Le gaz naturel liquéfié, transporté dans des méthaniers, constitue une solution plus souple, mais extrêmement onéreuse, et ne représente que 15% du trafic international du gaz, remarque Christian Stoffaës, qui prévoit une forte augmentation des importations en Europe. Elles vont grimper de 60 à 80% d'ici vingt ans, car les réserves s'amenuisent aux Pays-Bas et dans la Mer du Nord. Le gisement de Lacq, dans le Béarn, est, pour sa part, déjà complètement épuisé. La Russie restera le principal fournisseur. Toutefois, si l'Iran se mettait à exporter du gaz, cela permettrait de rééquilibrer quelque peu la donne en Europe, reconnaît-t-il. A l'inverse, les Etats-Unis sont très peu dépendants du gaz. Ils en importent 3%, principalement du Canada et du Mexique, et cela ne dépassera pas les 20% en 2040. La situation est moins bonne pour le pétrole : ils en importent 50% et ces importations conditionnent véritablement leur diplomatie. Les questions d'approvisionnement énergétique les préoccupent au plus haut point. Inconsciemment, ou non, elles ont pesé dans la décision de déclencher la guerre en Irak. Leur engagement militaire dans ce pays leur a permis de récupérer une province pétrolière. La Russie de Poutine est également très sourcilleuse sur ce sujet. Elle a mis au pas les milliardaires du gaz, qui menaient leur propre politique énergétique, a récupéré toutes les productions d'énergie et a fermé la porte aux investisseurs étrangers. C'est un Etat nationaliste, obsédé par sa puissance extérieure, qui essaie de rétablir l'ordre intérieur, de retrouver le contrôle sur l'étranger proche, en se servant de l'arme du gaz. L'imbrication est très étroite entre Gazprom et le pouvoir russe, assure Christian Stoffaës, avant d'exposer toute une série de propositions visant à améliorer la situation en Europe.

DES DÉFIS A RELEVER DANS UN CADRE EUROPEEN

Pour commencer, il faudrait infléchir la tendance à la croissance, diminuer la part du gaz dans la production d'électricité. Elle peut être plafonnée, voire réduite. Une législation l'avait même prohibée lors des crises pétrolières des années 70. C'est un instrument facilement utilisable. Unifier le marché européen s'avère également indispensable. L'objectif est de multiplier les réseaux de gazoducs pour créer une interdépendance entre les différents gaz de Russie, d'Algérie et de la Mer du Nord, et parallèlement, de décider de démarrer le nouveau gazoduc Nabuco, en Asie Centrale. Un autre impératif est de diversifier les fournisseurs et de renforcer le dialogue avec eux. Actuellement, le Président Obama prépare une lettre à l'intention du Président iranien, pour trouver une issue à la crise et faire sortir l'Iran de son statut d' « Etat voyou ». Si tel était le cas, l'Iran pourrait être réintégré dans la communauté internationale et offrirait une nouvelle source d'approvisionnement en gaz. Cela pourrait être un moyen de pression sur la Russie, qui refuse de ratifier la Charte sur l'Energie, signée entre l'Union européenne et la Russie, en 1991, et qui prévoit le libre transit des gazoducs. Autre piste à exploiter, les partenariats entre l'amont et l'aval. Les participations croisées entre fournisseurs (Gazprom) et consommateurs (compagnies gazières européennes) doivent être développées. Il faut construire une interdépendance. Enfin, l'idée de constituer des stocks stratégiques ne doit pas être exclue, même si cela est très onéreux. La loi de 1928 en avait bien imposé aux compagnies pétrolières, d'une durée de 90 jours. Toutes ces recommandations ne sont pas encore mises en œuvre, concède Christian Stoffaës, mais face à une OPEP du gaz qui s'ébauche, il est urgent d'établir un régime des importateurs de gaz. Nous avons besoin d'un cadre juridique, même s'il va à l'encontre de la libre circulation et de la concurrence, et d'un instrument administratif qui prendrait la forme d'une Agence. Il faut imposer une concertation régulière entre intervenants et régulateurs nationaux, conclut-il.

Suite à ce brillant exposé, le débat, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a

permis des échanges enrichissants , un dialogue animé et ouvert.

Paul Drezet (Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes) : La stratégie de l'Union Européenne en matière d'approvisionnement doit-elle passer par une nouvelle CECA de l'énergie, c'est-à-dire par un organisme de régulation et d'intervention ?

Pour les énergies nouvelles, renouvelables, cela n'est pas vraiment nécessaire. En revanche, pour le gaz, l'Europe a besoin d'un instrument de coordination puissant. Les régulateurs nationaux, les compagnies gazières et la Commission européenne elle-même y sont opposés. Toutefois, l'intérêt public européen l'exige. Il faut de la transparence.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : L'Europe ne se donne pas les moyens d'une véritable politique énergétique. Serait-il vraiment possible de créer des stocks stratégiques européens ?

Ce n'est pas l'Europe qui en prendra l'initiative, mais les compagnies gazières. Fonder un Etablissement Public Européen semble difficilement réalisable. De plus, ces stocks européens nécessiteraient beaucoup d'infrastructures, de logistique. Le plus simple est d'obliger, par la loi, les compagnies gazières, à constituer des stocks.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : Qu'en est-il du projet de diversification de la Gironde ? Du projet de terminal de regazification ?

Il est très contesté pour des raisons écologiques et sa viabilité économique n'est pas assurée. De plus, avec la crise que nous traversons, tous les investissements sont revus à la baisse.

Philippe Abelin (Corps des Attachés Economiques – Ministère de l'Economie) : Pourriez-vous nous donner plus de détails sur l'OPEP gazier que vous avez évoqué ?

C'est une initiative assez nouvelle. L'idée est de rassembler les pays exportateurs de gaz, d'amorcer une concertation sur la politique des prix et les relations avec les consommateurs.

Jean-Louis Pierrel (Responsable Relations Universitaires IBM France) : Que pensez-vous des contrats, notamment franco-algériens, qui lient le prix du gaz à celui du pétrole ? Le découplage des prix est-il possible, souhaitable ?

Le prix du gaz est lié par des contrats secrets, le plus souvent avec des clauses d'indexation sur le prix du pétrole. Cela est très répandu, et ne devrait pas évoluer dans les prochaines années.

Eric Bleines (Directeur Général Délégué UBS France) : Quelles sont les grandes lignes de la politique de l'Allemagne dans la sécurité énergétique ? Est-ce un intérêt convergent avec celle de l'Europe ?

La France et l'Allemagne partagent beaucoup d'intérêts communs, sauf dans le domaine énergétique où ils sont contradictoires. La France a une grande compagnie pétrolière, Total, l'Allemagne n'en a aucune, mais peut compter sur un grand groupe électro-gazier, Eon, et quatre compagnies d'électricité, gérées au niveau régional. La France mise à 80% sur le nucléaire, alors que la part de l'Allemagne dans cette source d'énergie n'est que de 20%, et elle devrait prochainement disparaître totalement. En revanche, la production de charbon est encore forte (25%) et les énergies renouvelables (notamment les éoliennes : 15%) connaissent un véritable essor. L'Allemagne a également développé des liens mutuels forts avec la Russie, Gazprom et Eon sont très intégrés. En revanche, avec la France, les relations sont tendues. Le conflit du charbon a été une cause majeure de guerre entre les deux pays au 19ème siècle et au début du vingtième. L'Europe est née, après un consensus sur l'énergie, avec la CECA (Communauté Européenne pour le Charbon et pour l'Acier), puis Euratom, en 1957, qui s'est soldé par un échec, car boycotté par la France. En dépit de ces divergences, l'Union européenne a trouvé une position commune dans la lutte contre le réchauffement climatique. Elle a signé et ratifié en

1997 le Protocole de Kyoto, et s'engage donc à limiter ses émissions de gaz à effet de serre. C'est un pas en avant significatif, car cela n'allait pas de soi. L'Allemagne et la Pologne sont encore des pays fortement charbonniers, donc très pollués. Avec l'arrivée du Président Obama, les Etats-Unis devraient aussi ratifier Kyoto, ainsi l'union européenne ne serait plus isolée dans cette bataille. Pour ce qui est de la coopération industrielle, elle est très délicate. La coopération entre Areva et Siemens a été rompue, car la concurrence est trop forte et le marché trop limité. Cet accord était né d'une illusion, il n'y avait ni réalisme, ni efficacité.

Un intervenant, puis Laurence Dors (Directeur Général Adjoint Dassault Systèmes) : Quelle politique doit-on mener face à la Russie ? Doit-on se comporter différemment ? Faire pression à l'OMC, être plus réticents sur le transfert de nouvelles technologies ? Pourrait-on jouer sur l'opinion publique russe ?

Il y a un puissant lobby russe gazier, en faveur de Gazprom, mais totalement invisible en Europe. Donc, l'opinion publique est déjà manipulée. Poutine est plébiscité par ses concitoyens, car il veut rétablir un nationalisme fort, en s'appuyant sur une technocratie importante. Toutefois, la Russie est fragile, menacée de démantèlement permanent (Georgie, Ukraine...). C'est un empire pauvre, avec comme seules ressources le pétrole et le gaz. Poutine entreprend une reconquête progressive et l'Europe doit construire un partenariat équilibré avec ce grand pays. Poutine y est plutôt favorable, veut mettre fin aux rapports très tendus avec l'Europe Orientale, alimentés par les Etats-Unis, qui eux, cherchent avant tout à humilier et abattre la Russie. Poutine recherche de la stabilité à ses frontières. Et pourquoi, dans l'avenir, ne pas envisager de libeller le gaz russe en euros ? Une solution assez facile, mais aussi à double tranchant.

Eric Castanet (Réalisateur) : Pourquoi l'Iran ne rentre-t-il pas dans le jeu mondial ?

L'Iran est tiraillé. D'un côté, il voudrait exporter son gaz, mais de l'autre, il entend se doter de l'arme atomique pour que la guerre contre l'Irak, qui a fait plus d'un million de morts, ne se reproduise plus jamais. L'Iran se sait encerclé d'ennemis, il a besoin d'une arme de dissuasion. C'est une question qui doit être soulevée, mais Israël y est absolument opposé, et les USA soutiennent l'Etat hébreu. C'est un sujet très sensible, avec de multiples facettes.

Jacques Lutfalla : Y a-t-il une place pour le gaz comme intermédiaire de synthèse dans l'industrie chimique ?

Il serait en effet préférable d'utiliser le gaz pour des usages spécifiques, plutôt que de le gaspiller en l'utilisant pour produire de l'électricité.

François-Xavier Martin (Président de Crédit X Mines) : Quelle est la position des mouvements écologiques vis-à-vis du gaz ?

Les écologistes sont généralement pro gaziers, pourtant c'est une énergie fossile, qui émet du carbone. Mais, elle est plus efficace que le pétrole et surtout, la logistique gazière est plus propre. Ils préfèrent le gaz au nucléaire, particulièrement en Allemagne.

Raymond Douyère : Y a-t-il des réserves encore inconnues ?

Le montant des réserves inventoriées a beaucoup augmenté. Au rythme actuel d'exploitation du gaz, nous avons devant nous 60 ans de ressources, en moyenne. C'est-à-dire, 200 ans au Moyen-Orient et 50 ans en Russie.

« LA CRISE FINANCIERE VA-T-ELLE MODIFIER LA HIERARCHIE DES PUISSANCES ? »

DOMINIQUE DE VILLEPIN, ANCIEN PREMIER MINISTRE

Le jeudi 2 avril 2009, Géostratégies 2000 a reçu dans les Salons des Arts et Métiers une personnalité politique de premier plan, Dominique de Villepin, Ministre des Affaires Etrangères, puis Premier Ministre sous la présidence de Jacques Chirac. Venu nous livrer ses réflexions sur les conséquences à moyen et long terme de la crise que nous affrontons, il a analysé les bouleversements à attendre tant sur le plan économique et financier que politique et stratégique et nous a éclairé sur les équilibres nouveaux qui se dégageront, et sur les alliances qui se mettront en place. Avec, tout au long de son intervention, un appel à une Europe puissante et unie, capable de s'affirmer et de jouer un rôle de premier plan sur la nouvelle scène internationale.

Si l'on voulait caricaturer la semaine que nous allons vivre, on pourrait la scinder en deux, lance un brin narquois Dominique de Villepin. D'un côté, à Londres, un grand G20 de rassemblement regroupant les forces vives de la planète, et chargé d'élaborer une nouvelle gouvernance économique et financière. De l'autre, à Strasbourg et à Kiel, une famille occidentale recroquevillée, venue célébrer les 60 ans de l'OTAN, et réfléchir aux nouveaux enjeux de sécurité et de défense. A deux problématiques différentes, deux réponses différentes, note Dominique de Villepin, avant de se livrer à une analyse approfondie de la crise que nous traversons. Elle est à la fois globale, touchant tous les secteurs et tous les pays, profonde et durable. Nous vivons longtemps avec ses effets, ce qui induira des changements radicaux dans nos comportements. Elle est née, rappelle-t-il, d'une complicité organisée entre une puissance hyper consommatrice, les Etats-Unis, et une puissance hyper productrice et exportatrice, la Chine et s'est appuyée sur le statut particulier du dollar. Cela a favorisé les spéculations - on avait trouvé un équilibre dans le déséquilibre- mais la bulle a fini par exploser. Il faut désormais éviter les excès et revenir à une situation plus saine. Mais, cette crise est également inégale, souligne-t-il. En effet, c'est dans le différentiel entre les pays et les continents que se créent les capacités de croissance, que des opportunités peuvent être saisies. La crise actuelle représente un défi moins important pour l'Inde que pour la Chine. La première s'est construite avec des barrières douanières et tarifaires, un secteur industriel et bancaire protégé, alors que la seconde est extrêmement dépendante des marchés mondiaux, Il y a autant de pays que de situations particulières, mais tous sont touchés.

EXPLOITER LES SPÉCIFICITÉS

Cette crise est aussi inégale, du fait de certaines règles mondiales, observe Dominique de Villepin. La loi du nombre, tout d'abord. Les données ne sont pas les mêmes avec 50 millions ou un milliard d'habitants. Il y a ceux qui peuvent s'appuyer sur une demande intérieure forte et en tirer parti au maximum (comme l'Inde) et d'autres, à l'instar de la Chine, qui doivent trouver de nouveaux moteurs, réinventer des circuits, des dispositifs d'accompagnement sur le plan bancaire et financier. Cela exige de l'imagination. Il faut savoir que dans certains pays pauvres d'Asie, les habitants, qui gagnent entre 1 et 2 dollars par jour, parviennent à en économiser la moitié. Il y a donc des réserves financières, des marges disponibles. Il y a une nouvelle façon de faire fonctionner l'économie, on peut réinventer de nouveaux mécanismes de croissance qui, cette fois, ne seront plus basés sur la spéculation, mais sur le partage. Il y a aussi la Loi de l'Espace. Le contexte est différent suivant que l'on vit dans un pays qui fait cinq, six, dix fois la taille de la France ou dans une cité Etat comme Singapour, Hong Kong ou le Luxembourg. La disponibilité de l'espace constitue un avantage non négligeable. D'ailleurs, la Corée du Sud et le Qatar achètent des millions d'hectares en Afrique pour y développer l'agriculture et

satisfaire leurs besoins alimentaires. On est en train de réinventer des activités et des comportements, de redécouvrir ces lois fondamentales, qui peuvent être des contraintes, mais représentent aussi de formidables atouts. L'air, l'eau, la forêt, cela vaut quelque chose et l'on en prend vraiment conscience en ce début de XXI siècle. Une autre loi doit également être prise en compte. Celle des Cohésions sociales. Tous les pays n'adoptent pas le même comportement face à la crise. Le consensus y est plus ou moins développé. Aux USA, tous sont unis et développent une énergie énorme pour rebondir. En France, c'est l'inverse, la fracture sociale se creuse. Heureusement, elle est compensée par des stabilisateurs sociaux. Plus il y a une élasticité sociale et économique, de la réactivité et plus la croissance repart vite. C'est ce qui se passera aux Etats-Unis et en Chine. Ici, en France, les mentalités sont différentes et nous devons compter avec cette faiblesse structurelle. La justice sociale doit être au cœur de notre politique, pour éviter les tensions. Cette capacité à surmonter la crise rapidement est capitale. La nouvelle hiérarchie des Etats de demain se joue en ce moment. C'est dans les moments difficiles que la compétition se développe le plus vite, que les écarts se creusent.

UNE POLITISATION DES RELATIONS INTERNATIONALES

Quels sont les facteurs qui deviendront les atouts de demain, s'interroge Dominique de Villepin. Il est indispensable, selon lui, d'anticiper la reconfiguration mondiale. Une évolution se dessine. Le rôle de l'Etat va être renforcé, les relations internationales vont être marquées par une empreinte plus politique. Une nouvelle gouvernance mondiale et régionale, basée sur plus d'intervention, de régulation et d'interférences va voir le jour. Au G20, remarque Dominique de Villepin, la première question posée a été : comment va-t-on sauver les banques ? Face à un trou financier d'environ 2500 milliards de dollars et à des effets toxiques (pour les seuls CDS) qui peuvent grimper jusqu'à 60 000 milliards de dollars, la communauté internationale a décidé de jouer sur l'effet de levier pour apurer la menace et dissiper la toxicité. Si on prend le plan Gerdner, dont le montant oscille entre 500 et 1000 milliards de dollars et si on le compare aux produits toxiques assurés, de l'ordre de 2500 milliards, le décalage est très grand. Surtout lorsque l'on sait que seuls 100 milliards d'argent public ont été injectés. Le pari peut paraître risqué mais l'essai doit être transformé. Le G20 doit aussi trouver les moyens de superviser le système mondial, et d'assurer un minimum de réglementation. Il faut résoudre la question des paradis fiscaux, c'est-à-dire rendre acceptables des situations inacceptables, et des agences de notations. A savoir, peut-on accepter qu'elles soient juges et parties prenantes ? Et aussi, des normes comptables, qui n'obéissent pas aux mêmes pratiques partout et induisent des effets pervers. Faut-il, comme le recommande Jacques de Larosière, instituer une instance, un conseil stratégique en Europe pour assurer une certaine régulation ? Faut-il, comme le demandent les Chinois, une nouvelle monnaie de réserve mondiale ? Un panier de monnaies qui éviterait les distorsions dues au fait que la première puissance du monde, les Etats-Unis, a une monnaie de réserve et peut fabriquer des emprunts, sans rendre de compte à personne, sauf peut-être aux Chinois qui détiennent une quantité astronomique de bons du trésor américains ? Mais, les distorsions d'hier pourraient se reproduire et la menace d'un duopole Pékin/Washington plane, tant les deux économies sont imbriquées l'une dans l'autre, reconnaît Dominique de Villepin, qui attire notre attention sur une autre conséquence de la politisation des relations internationales. Le rôle accru des Etats va peser sur l'économie et le secteur des entreprises. Quand des sociétés voudront s'implanter à l'étranger, elles ne devront plus s'appuyer sur les seuls éléments techniques, elles devront aussi intégrer les paramètres politiques du pays, s'investir dans les transferts de technologies, les quartiers défavorisés, des domaines comme l'aide alimentaire (c'est le cas au Venezuela), ou la formation dans les écoles, qui n'ont rien à voir avec leurs activités d'origine, mais qui doivent maintenant se trouver au centre de leur stratégie. L'entreprise devient le partenaire de l'Etat et se doit de l'accompagner.

INNOVATION, ÉTHIQUE ET MORALITÉ

Autre évolution, le transfert des richesses. Ceux qui ont des marges de manœuvre peuvent s'appuyer soit sur des réserves en pétrole, en matières premières, en capital et aussi parfois, en main d'œuvre. La compression des coûts du travail a expliqué en partie la crise Face à une concurrence exacerbée, et lorsque la rentabilité du capital devient prioritaire, il y a une variable ajustement, qui est la variable travail. Elle joue donc sur la baisse des salaires, leur nivellement vers le bas. Et cela peut faire craindre

un éventuel retour du protectionnisme. Lorsque les différentiels sont trop forts, cela peut assurer la régulation dans certaines zones de développement, permettre l'adaptation. Cela peut avoir différentes formes. A côté de l'aide à la production, on trouve des politiques plus agressives, comme celle de la Chine, qui prend des possessions territoriales, minérales en Afrique. Il y a aussi des exemples en Amérique du Sud, en Bolivie, et même en Europe, où le plan automobile français a été critiqué. Dans ce monde en grande transformation, dans cette nouvelle course technologique, l'innovation joue un rôle clé. Il faudra miser sur l'économie de la connaissance. Des pays du Golfe, notamment le Qatar, ont bien compris l'importance de ce nouvel enjeu et investissent dans des partenariats avec des universités, des musées, des chercheurs. Dans la sortie de crise, les plans de relance seront plus ou moins efficaces, en fonction de leur innovation, l'impact de la construction de routes n'est pas le même en Europe (où celles-ci sont bien entretenues) et aux Etats-Unis, où le renouvellement des infrastructures est plus utile sur le plan économique. Dans leurs plans de relance, la Corée du Sud et les Etats-Unis parient sur un secteur stratégique, le développement durable. Ces orientations vont induire une nouvelle hiérarchie entre Etats. L'Inde va mettre en avant sa capacité technologique, son offre en termes de formation, ses Instituts Technologiques de qualité, sa classe moyenne bien ancrée dans la société. Elle pourra proposer un modèle concurrentiel, même si les problèmes religieux et ethniques sont toujours latents. La Chine, qui est handicapée sur le plan culturel, politique et géographique, possède un formidable atout, celui d'être le plus grand atelier du monde. Sa capacité à réduire les coûts, sa vitalité dans la difficulté, sa réactivité alors que sa croissance est tombée de 12 à 6%, en font un adversaire redoutable. Par ailleurs, des pays challengers vont s'organiser autour d'une autre règle : la règle régionale. Ils vont constituer de nouvelles portes d'entrée géographiques. C'est le cas du Brésil, qui entretient de bonnes relations avec les pays modérés et radicaux, bénéficie d'un potentiel en terme de matières premières et de formation et noue des contacts intercontinentaux, avec la Chine et l'Afrique du Sud, qui dépassent le cadre de l'Amérique Latine.

UNE POLITIQUE EUROPÉENNE PLUS VOLONTARISTE

Face à ces bouleversements, l'Europe mérite une attention toute particulière, remarque Dominique de Villepin. La capacité d'unité des territoires et des stratégies est essentielle. Or, notre vieux continent n'est pas en mesure de proposer un modèle économique commun. Les choix et les traditions diffèrent. Londres s'est spécialisée dans la finance, l'Allemagne dans l'équipement et les machines, l'Espagne dans le tourisme, l'immobilier et l'automobile. Quant à la France, elle a opté pour un certain équilibre entre les secteurs. Tout ceci explique les tensions sur l'euro. L'optimum monétaire fonctionne avec des règles de libre-échange et une harmonisation fiscale et sociale. Ce qui est loin d'être le cas actuellement. Les différentiels de capacité d'emprunt –au sein d'une même zone monétaire- sont trop élevés, ce qui peut créer une cassure. Des décisions s'imposent. Soit on reste dans la solidarité la plus totale et on continue de porter à bout de bras des pays au bord de la faillite comme la Roumanie, la Hongrie ou la Lettonie (qui ont même fait appel au FMI), soit on s'oriente vers des zones de vitalité et d'expansion, autour d'une poignée d'Etats. Il faut songer à notre future identité. Avec ses 450 millions d'habitants, l'Europe n'est plus en mesure de peser sur le monde de demain. Elle doit faire un pari sur l'avenir, être fidèle à son idéologie fondatrice et devenir une zone sans frontière, très étroitement liée à la Russie, à la Turquie et à l'Afrique du Nord. Ainsi, avec près d'un milliard d'habitants, elle ne passerait plus pour quantité négligeable, martèle Dominique de Villepin. Toute la perspective changerait, quand on connaît le dynamisme de la Turquie actuelle, qui noue des relations avec l'Afrique, le Moyen-Orient, le Caucase et pèse sur tout l'espace asiatique. L'Europe a besoin de ces puissances médiatrices, la France doit y tenir son rang, rester fidèle à son identité, à son originalité, au caractère universel de son message, demeurer le trait d'union entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest. Une ligne quelque peu compromise, déplore-t-il, avec l'abandon de sa position ambiguë au sein de l'Alliance et son retour au sein du commandement intégré de l'OTAN. Si l'Europe est à la croisée des chemins, il en va de même pour les USA. Il y a une absence de carte européenne dans le jeu américain. Nous ne sommes pas un enjeu, mais un acquis. L'avenir des Etats-Unis se joue désormais en Asie, il est encore à inventer, mais il dépasse largement le cadre européen. C'est pourquoi il est indispensable que l'Europe se prenne en main, porte ses idéaux, affirme sa capacité à assurer sa propre sécurité et sa propre défense. Il faut aussi anticiper la sortie de crise, prendre en compte les nouvelles opportunités, les nouveaux acteurs sur la scène mondiale. Ce sera vrai pour la politique, mais aussi pour l'économie.

Le manager traditionnel va prendre le dessus sur le financier, grâce à sa connaissance du terrain. Les fonds souverains vont devenir des partenaires indispensables, tant que le système bancaire ne sera pas refondé. Par ailleurs, la communauté internationale va travailler dans un nouvel esprit. Dominée jusqu'alors par la spéculation, elle va intégrer des règles du jeu plus éthiques. Le label vert, signe d'un attachement au développement durable, deviendra un atout de poids, un élément décisif dans la compétition internationale. Le label social, c'est-à-dire la capacité à faire vivre l'égalité des chances dans les entreprises, à faire respecter les normes sociales, sera également déterminant. Tout ceci va solliciter de l'imagination, et une force d'exemplarité. Certains Etats prendront le leadership, affirmeront leur autorité. Déjà, Barack Obama n'a pas hésité à imposer des réglementations aux patrons, à taper du poing sur la table pour assainir le secteur automobile. Ces nouveaux rapports de l'économique, du social et du politique se mettent en marche et ils remodeleront le monde de demain, conclut-il avec optimisme.

Comme à l'accoutumée, un débat riche et approfondi, animé par Raymond Douyère, a prolongé le passionnant exposé de Dominique de Villepin.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) et Charles-Henri Taufflieb (Conseiller municipal délégué L'Etang La Ville) : La crise a montré la faillite de la régulation financière anglo-saxonne. Est-il possible d'instaurer un autre modèle ? L'Europe peut-elle mettre en place une régulation commune ?

La crise financière vient d'une addition d'évolutions extrêmement profondes, comme la dérégulation, la désintermédiation et la mondialisation, qui a libéré des forces difficiles à maîtriser. Il n'y a pas de fatalité à vivre dans ce désordre. La question est de savoir jusqu'où pousser les règles de la nouvelle gouvernance et à quel niveau les situer. Va-t-on en profiter pour créer un Conseil de Sécurité Economique au sein de l'ONU, pour se prononcer en faveur d'une concertation plus poussée des grands organismes internationaux, pour soutenir un contrôle accru du FMI, de l'OMC et de la Banque Mondiale ? Une réforme de la gouvernance stratégique mondiale est indispensable. Des exemples le prouvent. En ce moment, on est obsédé par la gestion des crises, mais on gèle la situation, comme en Georgie ou au Congo et on ne règle rien. Au niveau du Moyen-Orient, l'idéal serait bien sûr de solutionner la « crise mère », Israël/Palestine. Mais, le cercle de paix pourrait peut-être s'enclencher ailleurs. Deux portes sont envisageables. D'une part, avec l'Iran, si les relations se normalisent avec les USA. Ainsi, l'Iran redeviendrait une puissance régionale, ce qui transformerait le puzzle moyen-oriental. D'autre part, avec le Pakistan. Si des progrès étaient réalisés sur chacun de ces trois fronts, cela aurait des effets vertueux sur l'ensemble du Moyen-Orient. Entre la gestion et le règlement des crises, il y a un fossé qu'il faut identifier et c'est là le grand défi de la future gouvernance politique et stratégique. En agissant ainsi, on ne rognera pas sur la souveraineté des Etats, mais on organisera mieux le champ de compétences non traité par les Etats. Dans cet esprit, j'avais proposé, lorsque j'étais au Quai d'Orsay, que le Conseil de Sécurité de l'ONU devienne une fois par mois, un Conseil de Paix, où siègeraient les ministres des Affaires étrangères. Il n'y a pas de modalité de traitement du quotidien des crises, cela est laissé au bon vouloir des Etats et de certaines personnalités. Il faut combler cette lacune et structurer les réponses à l'échelle de la planète.

Denise Lossel (Chef de Groupe APEC, Association pour l'Emploi des Cadres) : La proposition de la Chine d'un panier de monnaies pour éviter la suprématie du dollar n'est-elle pas une opportunité à saisir ?

La domination du dollar est malsaine. L'imbrication entre la logique d'emprunt américaine et la sur épargne chinoise pose problème à l'économie mondiale. On ne peut que souhaiter un système monétaire reposant sur des bases plus stables. La possibilité d'avoir une nouvelle devise, séparée de la monnaie d'un Etat, me semble une piste d'avenir. Un panier regroupant le dollar, l'euro, le yen et le yuan pourrait éviter les oscillations sur les monnaies et les spéculations sur les changes.

Eric Bleines (Directeur général délégué CCR Actions) : Le transfert de plusieurs milliards d'actifs

toxiques n'est-il pas dangereux pour les Etats ? N'y a-t-il pas un risque majeur sur leur refinancement et donc l'aggravation de la crise financière ?

Qui, sinon les Etats, a les moyens d'apurer ces milliards d'actifs toxiques ? Sans les Etats, qui garantissent l'épargne, il y aurait faillites des banques, crise de confiance et implosion. Les Etats doivent jouer leur rôle, ils donnent une garantie minimale et ensuite misent tout sur l'effet de levier. C'est un pari car on sait où commence la toxicité, mais on ignore où elle s'arrête. Prenons l'exemple d'une entreprise du Sud de l'Italie, engagée avec un pays de l'Europe de l'Est qui ne peut plus la payer. Ses contrats ne sont plus honorés et elle devient un risque pour sa propre banque. Des sous-traitants français sont également en danger à cause de cet effet de contagion. Les Etats constituent le meilleur coupe feu, mais en même temps, il faut mettre sur la table une nouvelle gouvernance économique et financière.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : Ne peut-on craindre que la mise en oeuvre des réformes nécessaires ne soit sérieusement contrée par le monde « banco-financier » ? Quelle sortie de crise envisagez-vous ?

Chaque nation devra mobiliser toutes ses énergies. Et certainement, on ne pourra échapper à une hausse des impôts. Les USA seront obligés de recourir à cette solution (d'ailleurs en 1937, dans ce pays, les plus riches payaient près de 90% de taxes). En France, aussi, il faudra solliciter les personnes disposant des revenus les plus élevés. Une autre issue possible à cette crise se trouve dans l'inflation, avec tous les risques qui y sont liés. Car elle peut engendrer traumatismes et fuites en avant. D'ailleurs, les Allemands en gardent un très mauvais souvenir, et n'ont pas oublié que la seconde guerre mondiale en découlait. Pendant toute cette période de reconstruction, il sera impératif de rester vigilant.

Antoine Cazard (Consultant) : La polémique concernant l'OTAN n'est-elle pas dérisoire eu égard à la situation financière, économique et sociale actuelle ?

Jean-Yves Aubert (Chargé de mission à la Mairie de Paris) : Pourquoi ne faut-il pas retourner dans l'OTAN ? Quels points de concordance peut-il y avoir entre la Défense européenne et l'Alliance Atlantique ?

L'Alliance atlantique est un héritage historique, basé sur la solidarité. A ce propos, je vais essayer de vous faire partager ma conviction, mon expérience et mon analyse. L'Europe ne peut devenir une puissance que si elle a sa propre Défense et peut apporter son concours au règlement de conflits. Il faut une Agence européenne de l'armement, un Etat-major européen et une Force de réaction rapide (50 à 60 000 hommes). Ce qui est vrai à notre échelle, l'est aussi pour toutes les régions du monde et notamment l'Amérique Latine. Depuis la fin de la guerre d'Irak, nous ne sommes plus dans une logique de blocs, dominée par l'idéologie. Nous nous acheminons vers un monde multipolaire. Or l'OTAN est une organisation d'une autre époque, qui répond à une menace d'une autre époque. Certes, ses missions se sont étendues, guidées par la nécessité et par opportunisme, car elle détient des capacités de projection et d'intervention massives. Mais, elle tente de sortir du rôle traditionnel qui est le sien en proposant à des pays comme le Japon, la Corée et la Chine de devenir membres. Les missions au Darfour ne devraient pas non plus être de son ressort. Il faut donc un pilier européen de défense, capable de s'affirmer, de faire sauter les verrous mis en place par la Grande-Bretagne et la Turquie. La France, qui selon moi a commis une erreur en réintégrant le commandement intégré de l'Otan, doit prendre des initiatives en faveur d'une relance de la défense européenne.

Patrick Ravier (Conseil en finance internationale) – Pierre Warmé (Conférencier) : Quel est votre avis sur les relations Chine/USA et Russie/USA ?

L'axe Washington/Pékin est la relation qui domine en ce moment toute la stratégie mondiale. L'axe Moscou/Washington est également primordial. Les Américains hésitent. Il y a, d'une part, la tentation

de faire entrer des pays dépendant de la sphère russe dans l'OTAN, et d'autre part, la volonté d'améliorer les rapports avec Poutine, de choisir l'option du désarmement nucléaire. Il est de l'intérêt de la France de nouer des relations fortes avec la Russie, et aussi avec la Chine. Les Chinois ont le sentiment qu'ils ont été trahis par l'Europe et la France sur la question du Tibet, il faut absolument retrouver une confiance mutuelle. Les Américains ont toujours voulu cantonner l'Europe dans des relations régionales, et préserver leur leadership. Ils définissent leur stratégie, puis, lorsque le projet est bouclé au sein de l'administration, ils mettent leurs alliés devant le fait accompli, c'est exactement ce qui vient de se passer avec l'Afghanistan. Je souhaite vivement que ce comportement évolue et que la relation transatlantique repose sur de nouvelles bases.

Raymond Douyère : Le Président Obama va-t-il suivre une ligne différente ? En termes de rapports de puissance, quelle est sa conception par rapport à celle de son prédécesseur, Georges Bush ?

Il ne faut surtout pas oublier que Barack Obama est d'abord le Président des Etats-Unis et qu'il défend les intérêts de son pays. Toutefois, il y a un changement. Bush était convaincu de la vertu du recours à la force pour restructurer les relations internationales et installer la paix. Ce n'est pas le cas d'Obama. En ce moment, c'est la contrainte intérieure qui influence la gestion du dossier Afghan, par exemple. Il a réalisé les promesses de campagne, a présenté un calendrier de retrait des troupes d'Irak. Ce qui n'ira pas sans mal, car le calme actuel repose sur un pacte personnel entre l'armée américaine et les milices sunnites. Mais, pour démontrer qu'il n'est ni antimilitariste, ni pacifiste à tout crin, il se repositionne en Afghanistan, là où le combat est légitime. Or, selon moi, là non plus, la solution n'est pas militaire. La coalition sur place a tenté de reconstruire la société civile, d'empêcher le trafic de drogue, de mettre sur pied une police et une gendarmerie locales, et elle a échoué. Car l'Afghanistan est un pays « failli », avec une société tribale et inorganisée. C'est un pays qui se reconstitue au jour le jour en termes d'identité en luttant contre les puissances d'occupation. Nos logiques divergent, nous ne portons pas le même regard sur le monde, nous ne partageons pas la même vision du bien et du mal. Les images que perçoivent les gens du Sud ne sont pas celles que nous voyons...

Benoît Koukebene, Jean-Louis Pierrel (Responsable des relations universitaires IBM France) : Quelles perspectives d'avenir entre l'Europe et l'Afrique ? Y a-t-il une alternative en dehors d'un néocolonialisme chinois ?

Les relations entre la France, l'Europe et l'Afrique sont vitales et stratégiques. Il faut une logique de partenariat sur les problèmes d'immigration, de développement, de pauvreté, de terrorisme... La France, l'Europe et l'Afrique possèdent un intérêt général commun, elles doivent travailler ensemble, et ne pas s'effacer, surtout face aux appétits de la Chine et des USA. L'Europe et particulièrement la France ont des liens historiques, culturels, géographiques, qui constituent un ressort puissant. C'est une chance, il faut la saisir. Mais, nous devons avoir la capacité de renouveler nos relations au-delà des élites. Car, aujourd'hui, elles sont fortes au sommet et de plus en plus diluées à la base. Nous devons porter de nouveaux regards sur l'Afrique, redécouvrir les nouvelles générations, par le biais de coopératives, d'échanges scolaires et universitaires. Nous devons nourrir un travail et des perspectives communes.

Philippe Abelin (Corps des Attachés Economiques – Ministère de l'Economie) : Quid de l'axe franco-allemand ?

C'est une source de tristesse et d'inquiétude. Nos deux pays ont de plus en plus de divergences, les stratégies économiques s'écartent. L'Allemagne marque des points à l'export, développe des technologies très performantes. Les coopérations ne s'enclenchent plus, comme le prouve l'échec du rapprochement Areva-Siemens. Ce manque de vitalité se répercute au niveau de l'Europe et en explique en partie l'impasse. L'Allemagne est tentée par de nouveaux horizons, en Chine et en Russie. Avec cette dernière, les relations sont très fortes et elles ne doivent pas être sous-estimées. La France, quant à elle, se trouve dans une position amoindrie. Elle doit redéfinir ses priorités, tout comme l'Europe, qui est déboussolée et ne sait avec quel pôle s'associer.

Martin Boyer (Directeur Mac Farland Partners) : Avec 450 millions d'habitants, notre vieille Europe n'est rien. Or, avec 300 millions d'habitants, les Etats-Unis sont à la tête du peloton. Cherchez l'erreur...

La population américaine est moindre, mais elle fait preuve d'un grand dynamisme et d'un optimisme à toute épreuve. C'est un pays uni avec les mêmes règles, qui dispose d'un espace très vaste et donc d'un immense réservoir de consommateurs. De plus, les USA regardent vers l'Asie et savent imbriquer leur économie dans les grandes économies asiatiques. Ils jouent sur une population plus importante sur l'échelle mondiale.

Jean-Pierre Duport (Conseiller d'Etat en service extraordinaire) : Quels seraient les axes forts d'une reconstitution du consensus social dans un pays où la démocratie est de plus en plus difficile à vivre au quotidien ?

Il faut réfléchir à des solutions imaginatives. En France, les rapports de force sont restés archaïques et basés sur la lutte des classes. Pourtant, des expériences novatrices peuvent se développer. En Allemagne, le syndicat IG Metall, a déclaré que les salariés étaient prêts à faire des gestes pour répondre à la nouvelle économie et participer à la relance. Comme accepter une baisse des salaires et une augmentation des heures de travail Mais, en échange, ils deviendront des partenaires à part entière de l'entreprise, c'est à dire des actionnaires, à travers une fondation. Cet exemple est très intéressant. C'est un deal sur des bases équitables. Désormais, tous les salariés devraient être associés aux rémunérations complémentaires. Ceci réglerait, du même coup, une partie du problème des stocks options et de leurs excès. Nous avons marché sur la tête, nous pouvons marcher sur nos deux jambes, cela demande un certain humour et une capacité à regarder la vie différemment...